



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Inter-Départementale 25-70-90

**ARRÊTÉ DREAL N° 70-2026-03-11-00009**

**EN DATE DU 11 MARS 2026**

**autorisant la prorogation de la durée d'autorisation de l'exploitation de la carrière  
assurée par la société Granulats de Franche-Comté sur le territoire  
de la commune de FLEUREY-LES-FAVERNEY**

**Le préfet de la Haute-Saône  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU**

- le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le décret du 23 juillet 2025 nommant M. Serge JACOB, préfet de la Haute-Saône ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- l'arrêté préfectoral n° 1589 en date du 7 juillet 2008 autorisant la société Granulats de Franche-Comté à exploiter en renouvellement une gravière située sur le territoire de la commune de FLEUREY-LES-FAVERNEY au lieu-dit « Près Jean Mirlin » ;
- l'arrêté préfectoral n°70-2022-10-11-00004 en date du 11 octobre 2022 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune de FLEUREY-LES-FAVERNEY ;
- la demande de la société Granulats de Franche-Comté, déposée le 28 juin 2024, relative à une demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de la gravière sur la commune de Fleurey-lès-Faverney ;
- la demande de prorogation de la durée d'autorisation d'exploiter transmise par courriel, le 8 décembre 2025 ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 12 février 2026 ;

- l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 13 février 2026 ;
- le rapport du 12 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

### **CONSIDÉRANT**

- que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008 susvisé ;
- que les modifications de l'installation envisagées par la société Granulats de Franche-Comté portent sur une prorogation de deux ans de la durée d'exploitation de la carrière, sans travaux d'extraction du gisement et sans modification des modalités de remise en état ;
- que la prorogation de deux ans a pour objectif de finaliser le réaménagement de la carrière et d'assurer la continuité juridique jusqu'à la décision préfectorale relative à la demande d'autorisation environnementale susvisée ;
- une prorogation de deux ans de la durée d'exploitation, dans le seul objectif de finaliser le réaménagement de la carrière, n'engendre pas d'impacts supplémentaires, dans la mesure où les modalités et les objectifs du réaménagement au cours de cette prolongation restent identiques à celles prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2008 susvisé ;
- que les modifications de l'installation envisagées par la société Granulats de Franche-Comté ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
- que les modifications demandées ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
- qu'il convient d'adapter les dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2008 susvisé en modifiant la durée de l'autorisation et en prescrivant la constitution de garanties financières couvrant la prolongation de l'autorisation ;
- qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général adjoint de la préfecture ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – Objet

La société Granulats de Franche-Comté, dont le siège social est situé 9, rue Paul Langevin 21 300 CHENOVE et qui est autorisée à exploiter la carrière située sur la commune de FLEUREY- LES-FAVERNEY, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les prescriptions suivantes.

### ARTICLE 2 – Durée de l'autorisation

La durée de l'autorisation d'exploiter fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1589 du 7 juillet 2008 modifié est prorogée de deux ans, soit jusqu'au 7 juillet 2028.

La prescription de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 1589 du 7 juillet 2008 susvisé est abrogée et remplacée par la prescription suivante :

*« L'autorisation d'exploitation de la carrière est accordée pour une durée de 20 ans qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 32 et suivants du présent arrêté. ».*

### ARTICLE 3 – Fin de l'extraction des matériaux

La période en fin d'exploitation pendant laquelle l'extraction des matériaux doit être terminée est prorogée de deux ans.

L'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1589 du 7 juillet 2008 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

*« L'extraction des alluvions ne doit plus être réalisée dans les 36 mois précédant l'échéance de l'autorisation accordée afin de permettre l'achèvement des derniers travaux de remise en état du site dans le délai fixé à l'article 7. »*

### ARTICLE 4 – Garanties financières

La dernière période des garanties financières est prorogée de deux ans.

Le dernier alinéa de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1589 en date du 7 juillet 2008 est supprimé et remplacé par la prescription suivante :

*« Le montant de référence des garanties financières devant être constituées pour la période 7 juillet 2023 – 7 juillet 2028, doit être au moins égal à 97 108 € (indice TP01 base 2010 de novembre 2021 publié en février 2022 de 118,8 et TVA = 20 %) ».*

L'exploitant doit adresser au préfet le document attestant la constitution des garanties financières actualisées pour la dernière phase quinquennale d'exploitation dans le mois suivant la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire.

**ARTICLE 5 – Notification et publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Saône pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société GRANULATS DE FRANCHE-COMTE.

**ARTICLE 6 – Voies et délais de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prorogeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

**ARTICLE 7 – Exécution et ampliation**

Le secrétaire général adjoint de la préfecture de Haute-Saône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de Fleurey-les-Faverney sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Vesoul, le 11 MARS 2026

Le préfet,

Serge JACOB